



La loi Woerth est une escroquerie : elle doit être abrogée !

Pour les jeunes, la loi Woerth, c'est la double peine !

La retraite est aussi une affaire de jeunes. Car la loi Woerth leur ferme toujours plus les portes de l'emploi et les maintiendra plus longtemps au travail demain pour tenter de toucher une retraite à taux plein. C'est pour eux la double peine !

Pour les précaires et les plus pauvres, c'est la triple peine !

Certains, les plus précaires, bénéficiaires du RSA disent "de toute façon, je n'y aurai jamais droit". Mais ils avaient le minimum vieillesse dès 60 ans ! En plus de la précarité et de la pauvreté, la loi leur inflige deux ans de plus à devoir galérer dans le marché de l'emploi !

Les femmes en première ligne !

Principales victimes du temps partiel et des carrières incomplètes, elles sont les premières touchées par la réforme. Exigeons de Fillon qu'il vienne dire aux Lejaby qu'elles devront attendre 67 ans pour toucher une pension en baisse !

Le patronat et ses hommes de main, la droite au pouvoir, sont aux abois. La mobilisation contre la loi chargée de casser les retraites par répartition s'élargit. Il faut dire que malgré toutes les tentatives de division, jeunes contre retraités, fonctionnaires contre salariés du privé, français contre immigrés, actifs contre chômeurs, et malgré l'intense désinformation sur les objectifs de cette guerre contre les retraites, les travailleurs ont montré le 7 septembre dernier une mobilisation sans précédent.

Le pouvoir tente de passer en force

Devant le rejet populaire, les députés UMP ont voté le projet de loi en abrégeant au maximum les débats. En effet, il reste un peu moins de 2 ans au gouvernement pour finir son sale boulot : détruire le système social hérité de la Libération. Il veut faire de la fin de la retraite à 60 ans une défaite historique des travailleurs et faire régner la loi de fer du capitalisme. Depuis des décennies, ce serait la première fois que la durée de vie au travail serait officiellement rallongée, alors que la productivité a augmenté de manière considérable et que l'on peut satisfaire les besoins avec beaucoup moins d'heures travaillées. Mais dans sa hâte, le pouvoir montre une certaine fébrilité. Il sent que le peuple de France peut au contraire infliger un coup d'arrêt à sa politique de régression, de recul de civilisation.

Faire abroger la loi, c'est possible !

Rien n'est perdu. Tout va dépendre de l'amplification de nos luttes et du rassemblement populaire. Souvenons nous du CPE pourtant voté par l'assemblée nationale et qui a dû être ensuite abandonné face à la déferlante populaire. La participation massive des lycéens, des étudiants, des jeunes des cités avait fait basculer le rapport des forces et avait conduit à la capitulation du pouvoir. C'est donc en élargissant le mouvement et en intensifiant nos actions que nous pourrons y arriver. Souvenons-nous de la mobilisation de 1995, de la paralysie du pays et du "Tous ensemble" devenu une référence, qui ont permis de faire passer à la trappe la réforme Juppé sur les retraites.

La seule force de résistance la mobilisation populaire

La retraite par répartition est le meilleur système !

Dans le système hérité de la Libération et du ministre communiste Ambroise Croizat, les retraites sont directement payées sur les richesses nationales produites pendant l'année, à savoir le PIB (Produit Intérieur Brut) : c'est un salaire indirect obtenu grâce aux actifs qui, eux, touchent un salaire direct. Ainsi, la retraite n'est pas la contrepartie des cotisations passées, mais la continuation du salaire financé par des cotisations actuelles. Les retraites sont donc garanties par ce système car fonction des richesses produites par le pays.

Le reste du PIB qui n'est pas affecté aux salaires, aux retraites et à la Sécurité sociale, c'est ce qu'on appelle la valeur ajoutée ou la plus-value qui est à l'origine du profit capitaliste (dividendes, intérêts...). L'enjeu pour le pouvoir actuel est donc de faire diminuer la partie qui revient aux travailleurs pour faire augmenter les profits.

Or de 1982 à 2007, la part des salaires dans les richesses produites a perdu 8 points, environ 120 à 180 Mds d'euros par an. L'enjeu essentiel de la lutte des classes se situe entre la part des salaires et celle des profits. C'est celui de la bataille pour les retraites.



Dans le système que les capitalistes veulent nous imposer, la référence au salaire disparaîtrait pour un système de prévoyance individuelle, d'épargne obligatoire garantie par l'Etat, constituant le premier pilier. Mais comme cela serait insuffisant, le deuxième pilier serait constitué par de l'épargne financière dont on sait la volatilité. **A l'opposé, la retraite par répartition, c'est un début de socialisme !**

On ne peut pas payer, C'est faux !

- en 1960, il fallait 40Md€ (5%) pour les retraites sur un PIB de 740, restait 710 pour les actifs
- en 2000, il fallait 180Md€, (12%), mais il restait 1320Md€
- en 2040, il faudra 600Md€, mais il restera 2400Md€

Il suffit de passer les cotisations à 12%, sur la part patronale !

« L'allongement de l'espérance de vie oblige à cotiser plus longtemps » : c'est faux !

On essaye de nous effrayer avec le rapport actifs / retraités. 3,8 en 1970, 1,45 en 2008... Mais un actif de 2010 produit deux fois plus de richesses qu'un actif de 1970. Et le rapport actif / population totale est stable depuis 1971 !

Pour renforcer la retraite, il y a des solutions !

- Abroger la loi Balladur de 1993 (passage au calcul sur les 25 meilleures années) et la loi Fillon de 2003, supprimer l'indexation des pensions sur le taux officiel d'inflation (Seguin, 1987) et les réindexer sur les salaires : ces mesures ont amené une régression considérable du montant de la pension (passage du remplacement du dernier salaire de 84% à 66% dans le privé). Elles n'ont pourtant jamais été remises en cause par le PS.
- Mener une véritable politique de l'emploi : 1 million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards d'euros de cotisations sociales en plus.
- Augmenter les salaires, mettre fin aux exonérations de cotisations patronales, c'est apporter des milliards aux caisses de retraite.
- Débloquer le gel des cotisations retraites en augmentant les cotisations patronales (4,5 points suffisent pour équilibrer le régime jusqu'en 2020). Le système du salaire indirect fonctionne : la taxation des revenus financiers n'est pas une solution car les patrons feront toujours payer cette taxe dans les prix pour préserver leur profit !

Cela doit permettre :

- D'assurer la consolidation de la retraite à 60 ans et d'aller vers une diminution de l'âge de départ. L'espérance de vie en bonne santé est de 63,5 ans, 60 ans c'est déjà trop !
- Qu'il n'y ait pas une pension inférieure à 1500 € net par mois.
- De prendre en compte la pénibilité avec départ maximum à 55 ans.
- De prendre en compte les années de chômage et d'étude.